

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/L-acte-de-deces-de-l-Unasur>

L'acte de décès de l'Unasur

- Notre Amérique - Blocs régionaux - UNASUR -

Date de mise en ligne : dimanche 13 mai 2018

Description :

L'acte de décès de l'Unasur - Eugenio Raúl Zaffaroni

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Avec les gouvernements du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Paraguay et du Pérou, le gouvernement argentin a signé l'acte de décès de l'[Union des nations sudaméricaines](#) (UNASUR), à travers notre Ministère des affaires étrangères. Cette décision marque une ligne politique internationale au sujet de la région, totalement opposée à la ligne traditionnelle que Yrigoyen et Perón ont proposée au siècle dernier.

Hors de notre contexte actuel, cette décision paraîtrait désopilante, mais du point de vue d'une administration qui depuis ses premières actions - et au risque de déglinguer l'économie nationale - ne cesse de transférer la richesse vers les plus riches, cela semble clairement cohérent.

Mais il ne s'agit pas d'une cohérence idéologique, comme pouvait être celle de l'oligarchie des années trente du siècle dernier. Elle ne se résume pas non plus dans un simple alignement, comme celui des dictatures de la sécurité nationale, mais sa cohérence est beaucoup plus substantielle avec la réalité. La clé de l'intime cohérence avec l'action de gouvernement a été exposée sans détours par le ministre argentin des affaires étrangères argentin Jorge Faurie, en essayant de justifier ce vote lamentable qui doit faire mal, certainement, à tous les argentins.

En effet : le ministre a expliqué que la décision a été prise parce que l'Unasur était une « *tribune de discussion idéologique et politique* ». Il a regretté que l'Unasur soit devenue « *une scène de discussion de positions politiques et idéologiques* ». Cela revient à dire que, si un forum régional discute de politiques et d'idéologies, il mérite d'être disqualifié par le ministre, comme porte-parole du gouvernement dont il fait partie. En d'autres mots : le gouvernement avoue, via son ministre, qu'il ne tolère pas de discussions idéologiques et politiques dans un forum régional.

On pourrait penser que cette dévalorisation de l' « idéologie » et de la « politique » répond à la fameuse « *mort des idéologies* » (qui est aussi une « idéologie ») et à l' « antipolitique » favorisée par le corporatisme financier, qui occupe la place de la politique, avec sa méthode connue « [lawfare](#) » [Guerre judiciaire] pour montrer celle-ci comme corrompue et les *chief executive officers* comme des vierges morales.

Mais l'accord du ministre avec son gouvernement ne s'élève pas même jusqu'à ces plus bas niveaux d'abstraction, mais elle rampe encore beaucoup plus bas, en restant sur le pur terrain pragmatique et empirique qui caractérise toute l'action de l'administration actuelle dans sa progression catastrophique inexorable et désorganisée.

À ce niveau de basse intensité presque nulle d'idées, il répond à la réalité d'une action gouvernementale qui manque de toute politique, mais surtout d'une politique économique, puisqu'il ne répond pas à la cohérence minimale des idées et des fins que, nécessairement, une politique requiert, sauf si on présume qu'on poursuit comme objectif la faillite ou la banqueroute, ce qui n'est pas bon, parce que n'est pas recommandable la présomption de dol.

Ce phénomène d'incohérence poussée à l'extrême, nous pouvons le comprendre seulement si nous nous rendons aussi compte que, en définissant le gouvernement actuel comme un représentant national du capitalisme financier le plus impitoyable, nous faisons abstraction qu'il ne s'agit pas d'un front uni, mais d'un ensemble de différents intérêts sectoriels qui forment seulement une coalition conjoncturellement pour déplacer la politique et transférer toute richesse.

Selon les différents intérêts qui les ont amenés à se rassembler, chacun continue à tirer pour soi et passe facture au gouvernement pour sa participation dans son entreprise de prise de pouvoir et de ne pas lui enlever le soutien que celui-ci a religieusement payé et, pour finir, le résultat est le chaos dans lequel la société est plongée.

Il ne s'agit pas d'une situation qui peut par métaphore se caractériser comme l'image d'un orchestre sans chef, mais on doit plutôt imaginer le bruit infernal d'un orchestre dans lequel chaque musicien exécute une partition différente, en choisissant dans le répertoire celle qui l'intéresse le plus.

C'est la vraie raison du rejet des idéologies et de la politique que le ministre exprime dans la justification de son lamentable rôle régional. Il est absolument sincère en rejetant les idéologies, parce que celles-ci imposent une cohérence politique dont le gouvernement est complètement incapable, compte tenu de la disparité d'intérêts qui l'ont porté au pouvoir et qui maintenant le mettent en échec avec leurs exigences incompatibles.

Cela explique qu'il n'y ait aucune question idéologique au moment d'évaluer cette triste réalité présente, parce que même en nous plaçant idéologiquement dans une position complètement différente avec le dit « néolibéralisme » économique, nous devons reconnaître que, d'accepter ses prémisses, amène à des conséquences au moins cohérentes avec celles-ci. Mais notre réalité n'a rien à voir même avec Adam Smith, qui s'il était en vie, le pauvre écossais serait épouvanté en voyant qu'on utilise son nom pour expliquer le chaos des intérêts sectoriels satisfaits sans aucune organisation.

L'incohérence n'admet pas d'explication idéologique et alors on ne peut s'expliquer par « orthodoxies » ni par « hétérodoxies », mais seulement par la crise d'intérêts opposés et incontrôlés.

Il n'est pas nécessaire d'être économiste, de théoriser sur les cycles économiques, de faire des calculs actuariels et de parler le dialecte propre aux techniciens, pour se rendre compte que, de toutes façons, celui qui s'endette et, en même temps, renonce à son travail rémunéré et aux autres revenus qu'il obtient en fait cadeau, c'est un anormal, un irresponsable ou un prodigue qui tombera, irrémisiblement, en cessation de paiements et ensuite en faillite ou redressement judiciaire.

Dans ces circonstances, les idéologies et la politique ne peuvent que causer de la panique et le rejet du gouvernement - comme l'exprime son ministre - parce que sur le terrain de ces discussions serait découvert le scandale de son manque d'idées pour les harmoniser en idéologies et, pour finir son incapacité à rédiger des formules politiques.

Dans la discussion idéologique qui fournit une base cohérente aux politiques, il est clair que ne manquent pas certaines idéologies irrationnelles, mais l'évaluation de la rationalité correspond à la critique des idéologies, à savoir, à la discussion idéologique, qui est propre à la démocratie et indispensable pour elle.

Les idéologies, comprises comme systèmes d'idées avec un certain degré de cohérence pour s'approcher de la compréhension de la réalité, doivent être discutées dans toute démocratie, mais ce postulat ne peut pas être partagé par ceux qui prennent des mesures sans cohérence idéologique et, du coup, manquent de politique, puisque l'ensemble des rétributions ne mérite pas ce nom à l'appui d'intérêts différents.

c'est précisément pourquoi, l'administration actuelle ne peut tolérer la discussion idéologique et politique, comme l'a clairement exprimé le ministre mandaté pour le triste travail de communiquer la décision d'en finir avec l'Unasur.

On pourrait demander au ministre ce qu'il trouve de mauvais dans le fait d'avoir « une scène de discussion de positions politiques et idéologiques » et, s'il était sincère, il devrait répondre que n'est pas bon un forum où il lui semblerait impossible de cacher ou de dissimuler le manque d'idéologie et de politique de son gouvernement.

Ce qui est certain c'est que l'Unasur a cessé d'être ce forum. Il n'existe plus de lieu où discuter ce que le ministre et

son gouvernement considèrent qu'on ne doit pas discuter. Mais la discussion continue d'être indispensable pour les démocraties et celles-ci doivent avancer, continuer et se renforcer, malgré les décisions de notre gouvernement. Donc maintenant qu'il ne se dispose plus de l'Unasur, d'autres forums ou espaces sont nécessaires pour pouvoir le faire.

Les partis et les mouvements politiques populaires latinoaméricains doivent penser à cela. Au milieu de la dangereuse régression que subissent les Droits de l'homme dans le monde et dans notre région, les forces politiques populaires ne peuvent éviter la responsabilité de discuter des idéologies et des politiques, pour sauver et renforcer les systèmes démocratiques.

Il s'agit d'un impératif inéluctable du moment. Le coût que les prisonniers politiques paient dans notre pays, à commencer par le scandale de la discrimination multiple de Milagro Sala et en suivant par tous les autres, comme le paient nos classes modestes dans des besoins non pris en compte, dans des services publics affaiblis avec des tarifs au « prix coutant », en retraites et salaires, dans une violence de la pauvreté, qui a comme contrepartie positive le renforcement de la conscience populaire de la Grande Patrie.

Cet avantage, produit de la souffrance, nos mouvements populaires ne peuvent pas l'ignorer, pour que la douleur et le sacrifice des injustices actuelles ne soient pas en vain. Vient l'heure de discuter en grand des idéologies et des politiques, ce que notre [nos] gouvernement [s] ne veut [lent] pas évidemment, comme l'exprime clairement la bouche du ministre [argentin]. La question, une fois l'Unasur éteint, est comment et où le faire.

Sans écarter d'autres chemins, nous croyons qu'il faudrait commencer par penser à des possibilités telles qu'une Internationale Populaire Latinamericaine, ouverte et généreuse, avec un vaste éventail d'idéologies et de politiques qui en découlent, sans exclusions qui comprennent toutes les forces politiques de la région qui se trouvent du côté de la souveraineté, de l'indépendance économique et de la justice sociale dans une approche commune démocratique.

Nos Peuples réclament une cohérence, en face des jeux de pouvoir purs, seulement remués par la rémunération de ses apports à l'obtention du pouvoir. Il existe aujourd'hui une claire ligne de partage des eaux, qui n'arrive pas gratuitement, mais aux dépens des citoyens qui subissent des injustices et la prison. Les mouvements populaires ne peuvent pas agir à la marge du contexte régional et sans une cohérence de la même nature. À la différence d'autres moments, aujourd'hui nos Peuples le savent par effet de pure expérience, et acquièrent une conscience vraie et en progression de cette nécessité.

Nos dirigeants populaires doivent être vigilants pour se mettre à la hauteur de ces demandes et pour leur répondre, puisque dans le cas contraire ils courent le risque de rater le train de l'histoire, dans les moments où, sur le bord du quai, la confession ouverte d'un ministre fait rêver du sifflet qui annonce le départ du convoi qui suit et charge la dynamique toujours inquiète des Peuples.

Eugenio Raúl Zaffaroni*

***Eugenio Raúl Zaffaroni** il est un avocat et un notaire argentin gradué dans la faculté de Droit et de Sciences Sociales de l'Université du Buenos Aires en 1962, docteur des Sciences Juridiques et Sociales par l'Université Nationale du Littoral (1964), et juge de la Cour Suprême de Justice argentine dès 2003, jusqu'à 2014 quand il a présenté sa démission pour être arrivé à la limite d'âge qui fixe la Constitution. Actuellement Juge à la Court Interamericaine de Droits de l'Homme.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 13 mai 2018

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.